

IRLANDE

Bobby Sands et trois autres détenus politiques irlandais sont morts en mai dernier. Leur grève de la faim pour l'obtention du statut de prisonnier de guerre n'a pas fait céder la Grande-Bretagne d'un pouce. Pour le pouvoir anglais, il n'existe pas de guerre civile en Irlande du Nord, les nationalistes irlandais ne sont qu'une poignée de terroristes criminels et le camp de concentration de Long Kesh est une prison-modèle.

Ces grèves de la faim, qui perpétuent une tradition de lutte du mouvement de résistance depuis le découpage de l'île en 1921, ont réactualisé sur la scène internationale la guerre civile qui se poursuit en Irlande du Nord depuis plus de dix ans, guerre civile bien souvent traitée par les médias comme toutes les autres guerres « lointaines » : informations fragmentaires, réduction des conflits à des guerres de religion ou à des luttes entre terrorismes opposés (Salvador, Liban...).

Au moment d'écrire ces lignes, plusieurs autres grèves de la faim pour le statut politique des prisonniers et prisonnières nationalistes se poursuivent dans les blocs H de Long Kesh. Naomi Brennan, secrétaire générale de l'Irish Republican Socialist Party est venue à Montréal en juin dernier dans le cadre d'une campagne de solidarité avec les prisonniers politiques irlandais organisée par le Comité Québec-Irlande. C'est à partir des entretiens que nous avons eus avec elle que nous avons bâti cet article.



Charge de l'armée, Pâques 1976.

INSOUMISE

Photo : Derek Bowie tirée de Spare Rib

Les blocs H et la criminalisation des prisonniers politiques

Long Kesh est le camp-prison le plus important d'Irlande du Nord. Situé près de Belfast, c'est une ancienne base militaire reconvertie en camp d'internement en 1971, quand l'internement sans procès a été remis en vigueur. À partir de cette date, on envoie donc les internés dans les camps (les femmes vont à la prison d'Armagh) et en 1976, 8 000 personnes seront déjà passées dans ces camps¹.

« À Long Kesh, jusqu'en 1976, les prisonniers, malgré des conditions d'internement épouvantables, jouissaient de certains 'privilèges' : ils pouvaient porter leurs vêtements personnels, ils pouvaient recevoir des journaux et de la correspondance de l'extérieur. Ils avaient aussi le droit de s'organiser. C'était ce qu'on appelait le statut 'catégorie spéciale'. L'autorité britannique concédait ce statut 'spécial' aux prisonniers nationalistes parce qu'à l'époque, elle reconnaissait l'existence d'une situation 'spéciale' en Irlande du Nord. »

Même si la situation est demeurée aussi « spéciale » par la suite, le statut spécial a été révoqué en mars 1976. Selon Naomi, si l'Angleterre a décidé de supprimer ce statut de prisonnier politique, c'est parce qu'elle subissait des pressions d'ordre international. On peut penser qu'il s'agissait d'interventions venant de pays en butte eux-mêmes à des luttes de libération nationale ou à des groupements de gauche armés et qui acceptaient mal que la Grande-Bretagne accorde un statut politique à un type de mouvement qu'eux-mêmes voulaient criminaliser à tout prix. De plus, ce geste des autorités britanniques visait à mater le mouvement populaire de solidarité avec les prisonniers.

Toute personne inculpée après mars 1976 ne pouvait plus bénéficier du statut politique. Les personnes inculpées avant cette date ont continué d'en bénéficier. À Long Kesh, on a enfermé les hommes internés ou condamnés² dans des baraquements de tôle en forme de H, d'où le nom de blocs H. Le premier interné après l'abolition du statut spécial refusa de porter l'uniforme réglementaire. Ce fut le début de la grève de la nudité qui dure depuis 5 ans.³

Voici quelles sont les 5 revendications des prisonniers des blocs H :

- droit de porter leurs propres vêtements
- droit de ne pas faire de travail pénal
- droit d'association
- droit à une lettre, un colis et une visite hebdomadaire
- droit à la réduction de sentence

L'Irlande du Nord, champ expérimental de la contre-insurrection

On a souvent présenté l'Irlande du Nord comme un terrain d'entraînement pour les armées et les polices britanniques et européennes qui y expérimentaient des stratégies anti-subversion et des techniques de contrôle et de répression de populations civiles insurgées.

Selon Naomi, il est difficile de savoir si des unités anti-guérilla européennes sont physiquement « invitées » à venir « s'insérer » sur le territoire d'Irlande du Nord. Ce qui est sûr par contre, c'est que les forces spécialisées britanniques font partager leurs expériences à leurs collègues d'Europe. Les fameux S.A.S. (Special Airborne Services), qui s'étaient distingués lors de la reprise de l'ambassade iranienne à Londres, sont impliqués en Ulster depuis l'intervention des troupes britanniques en 1969. Ce sont des unités d'élite qui n'ont pas d'existence officielle. D'ailleurs, il est interdit d'en parler (sécurité nationale). Faligot, dans son ouvrage LA RÉSISTANCE IRLANDAISE, relate la visite du 22^{ème} S.A.S. au 9^{ème} régiment de chasseurs parachutistes de Toulouse en France.

Le brigadier Kitson, commandant la 39^{ème} brigade aéroportée et responsable militaire de Belfast, est l'une des têtes-pensantes de la contre-subversion. Dans son livre OPÉRATIONS DE FAIBLE INTENSITÉ — SUBVERSION. INSURRECTION ET MAINTIEN DE L'ORDRE, il indique très clairement que les techniques expérimentées en Irlande du Nord⁴ pourraient très bien être utilisées en Angleterre dans l'éventualité de situations sociales agitées. Pour l'armée, l'Irlande du Nord est une école vivante de la répression en cas de guerre civile.

La torture

Cet aspect expérimental des techniques de répression s'illustre notamment par les méthodes d'interrogatoire que l'armée britannique et les forces de l'ordre loyalistes ont perfectionnées en Ulster, contre les inculpés nationalistes : torture par le bruit, par la désorientation systématique (cagoule noire), par la déprivation sensorielle (que la police ouest-allemande a elle-même expérimentée sur les prisonniers de la Fraction armée-rouge). Naomi nous a apporté le cas de ces 14 personnes qui en 1973 ont servi à titre de cobayes pour des expériences de torture par la déprivation sensorielle et le bruit et qui ont poursuivi la Grande-Bretagne en dommages, levant le voile sur les atrocités de la répression anti-nationaliste.

« Le mur du silence sur la torture est ainsi brisé ; à tel point que le gouvernement irlandais du sud (République irlandaise. NDLR), pour ne pas perdre la face, se voit obligé de traîner la Grande-

Bretagne devant la Cour internationale des Droits de l'homme de Strasbourg pour 'mauvais traitements contre des citoyens irlandais'. En août 1976, une commission de la Cour de Strasbourg a partiellement reconnu la culpabilité du gouvernement anglais (...) »⁵

Rappel de la situation irlandaise : la partition de 1921

L'État irlandais du sud a toujours joué la prudence et son attitude face à la résistance en Ulster, face au mouvement nationaliste et face à Londres n'est qu'une longue série de tergiversations : accès de répression contre les militant-e-s du mouvement républicain (Sinn Féin et Irish Republican Army — I.R.A.) à l'intérieur de ses propres frontières, collaboration avec les services policiers britanniques, période de protectionnisme économique face à la Grande-Bretagne, prises de positions verbales pour la réunification de l'île (en période électorale...), etc. Respectant le statu quo, coincée par ses contradictions et ses intérêts économiques, l'Irlande du Sud se sent menacée par des mouvements nationalistes qui mettent en péril la nature de son régime politique.

La partition

C'est en 1921, après une guerre civile qui a commencé en 1916 par le soulèvement de Dublin, que l'on « négocie » la partition de l'île en deux états : les 26 comtés du sud deviennent la République d'Irlande, état souverain économiquement dominé par l'Angleterre et actuellement membre de la Communauté européenne, et 6 comtés du nord-est sont maintenus dans le Royaume-Uni. La Grande-Bretagne conserve ainsi son contrôle colonial direct sur la partie de l'île la plus industrialisée. De plus, ce découpage a été organisé de façon à assurer aux anglo-protestants du nord, descendants des colons écossais et anglais, la majorité démographique et la totalité du pouvoir politique et économique. Il existe en Irlande du Nord toute une série de mesures discriminatoires envers la minorité catholique au niveau du droit de vote, du logement et de l'emploi, qui constituent une véritable politique d'apartheid. C'est ce qui explique la montée du mouvement pour les droits civils des catholiques. Les autorités anglo-protestantes disposent également d'un énorme arsenal répressif : pouvoirs spéciaux, police, milices, organisations para-militaires orangistes et loyalistes. La communauté anglo-protestante dans sa majorité soutient le rattachement de l'Ulster à la Couronne britannique, d'où le terme loyaliste qu'on lui accole.

LES FEMMES EN IRLANDE

Lors de notre entrevue avec Naomi Brennan, nous avons orienté la plupart de nos questions sur la place des femmes dans le mouvement nationaliste et plus généralement sur les conditions de vie des femmes tant au nord qu'au sud. Nous avons complété nos informations avec des articles publiés dans la revue féministe anglaise SPARE RIB et dans la revue française LE TEMPS DES FEMMES.

Le mouvement des femmes pour la paix

La création en 1975 du Mouvement des femmes pour la paix a bénéficié d'une grande couverture de la part des médias internationaux. À vrai dire, ce fut la seule occasion où nous avons pu entendre parler d'un événement impliquant des femmes en Irlande du Nord.

« Cette organisation a pris naissance autour d'un événement précis : la mort d'une jeune fille catholique, tuée accidentellement par une auto conduite par des gens de l'I.R.A. Ce furent la tante de la jeune fille, Mairead Corrigan, et une ami, Betty Williams, toutes deux catholiques, qui fondèrent le Mouvement ; celui-ci a surtout recruté dans la classe moyenne. Si cet organisme a beaucoup dénoncé les atrocités commises par l'I.R.A. et par la communauté nationaliste, par contre, il n'a jamais pris position contre la brutalité de l'armée britannique et de la police nord-irlandaise et il n'a jamais dénoncé les exactions des milices para-militaires loyalistes ou orangistes. Le Mouvement a été récupéré par le gouvernement britannique qui y voyait une nouvelle occasion de démolir la communauté nationaliste. »

Les prisonnières politiques : Armagh

Armagh est l'un des 6 comtés d'Ulster. C'est aussi une ville, et c'est le nom de la prison des femmes. Depuis trois ans, chaque 8 mars donne lieu à une manifestation devant la prison d'Armagh.

« Il y a peu de 'criminelles' à Armagh et la plupart sont là pour des infractions mineures. Il y a 33 prisonnières politiques et 2 d'entre elles bénéficient du «statut spécial». Elles ont le droit de porter leurs propres vêtements, comme dans toutes les prisons de femmes britanniques ; il n'y a donc pas eu de lutte sur ce plan comme chez les hommes de Long Kesh. Les femmes refusent le travail pénal, elles exigent le droit de choisir les activités de leur choix et elles veulent la liberté d'association. En février 80, elles se sont révoltées et la répression a été terrible : les gardiens, surtout des hommes, les ont battues, ils

Photo tirée de Le temps des femmes

ont saccagé les cellules et les effets personnels des détenues et ils les ont enfermées 23 heures sur 24 sans accès aux toilettes. C'est de là qu'est partie la grève du « no wash », ou grève de l'hygiène. Les conditions sanitaires sont devenues épouvantables. La situation a duré plusieurs mois. Depuis, les conditions se sont un peu améliorées, surtout après la grève de la faim que 3 femmes d'Armagh ont faite en octobre 80. Le gouvernement britannique a cédé plus rapidement parce qu'il craignait une réaction internationale. »

Quelques notes sur la situation des femmes en Irlande

L'Irlande du Sud est un état idéologiquement dominé par l'Église Catholique, et sa constitution de 1937 n'y va pas par quatre chemins :

« L'État reconnaît que par sa vie au foyer, la femme apporte à l'État un soutien sans lequel le bien commun ne pourrait être atteint (...) il s'efforcera donc de faire en sorte que les mères ne soient pas contraintes par nécessité économique de travailler à l'extérieur et de négliger leur devoir au foyer »⁶.

À cause de l'émigration, les femmes représentent 55% de la population irlandaise. Selon Naomi Brennan, entre 20 et 30% des femmes ont un emploi salarié. Ce chiffre serait légèrement plus élevé dans le Nord.

La contraception a longtemps été interdite en République d'Irlande et elle reste difficilement accessible. À partir de 1936, l'Église a détenu le contrôle de l'éducation et des politiques de la famille. Elle dispose encore aujourd'hui d'un énorme pouvoir comme en témoignent les précautions qu'a prises Charles Haughey, alors ministre de la santé, quand il a introduit sa législation sur la contraception en 1979 : celle-ci n'est devenue légale que pour les couples mariés et elle a été remise entièrement sous contrôle des médecins (il faut une prescription pour obtenir des condoms). Le stérilet est interdit, parce que considéré comme méthode abortive.

L'avortement est bien entendu absolument interdit. Le contingent de femmes étrangères qui vont se faire avorter en Grande-Bretagne est principalement constitué d'Irlandaises (environ 10.000 par année). Il y a maintenant des liens solides entre des groupes de femmes en Irlande du Sud et des femmes qui travaillent dans des cliniques d'avortement en Angleterre.

L'homosexualité et le divorce sont également interdits. Une femme peut être considérée comme folle s'il y a un consensus entre son mari et un prêtre.

Quant à l'Irlande du Nord, son establishment est dominé par l'idéologie fondamentaliste presbytérienne. La loi britannique y est appliquée *sauf en ce qui concerne* :

- l'avortement (loi britannique de 1967)
- l'homosexualité : lorsqu'il fut question d'étendre à l'Irlande du Nord l'Homosexual Reform Bill anglais, le révérend Paisley, leader fondamentaliste d'extrême-droite, lança une campagne «Sauvons l'Ulster de la sodomie».
- la loi contre la discrimination sexuelle

Il n'y a pas longtemps que le divorce est légal, et il a fallu une longue lutte des groupes de femmes pour l'obtenir en 1979. La contraception est aussi légale. C'est ce qui explique les fameux « trains de la contraception » organisés par les femmes du Sud pour aller chercher du matériel contraceptif dans le Nord.

Le mouvement des femmes et la Question Nationale

« En ce qui concerne les revendications justes des femmes, nous l'I.R.S.P., et le peuple irlandais, ne voyons des changements possibles qu'avec la libération, qu'avec un changement global des conditions de vie et qu'après une confrontation avec l'impérialisme britannique ».

membres du mouvement républicain soutiennent des positions ultra-natalistes et ont dénoncé la loi sur la contraception comme un « complot britannique » destiné à maintenir la communauté nationaliste en minorité.

Face à la question nationale, les groupes de femmes sont divisés : certaines pensent que les femmes actuellement engagées dans la lutte anti-impérialiste ne retourneront jamais aux rôles traditionnels une fois l'Irlande libérée (Women Against Imperialism). D'autres estiment que les organisations militaires, que ce soient celles qui veulent détruire le statu quo ou celles qui veulent le maintenir, sont toutes aussi patriarcales. Elles parlent de l'Irlande du Nord comme d'un « patriarcat armé » (Derry Women's Aid). D'autres encore essaient difficilement d'exister en tant que groupe de femmes anti-impérialistes qui n'appuie pas le mouvement républicain, (Belfast Women's Collective), à cause de ses positions sur les femmes.

CLAUDINE VIVIER AVEC LA COLLABORATION DE LISE MOISAN



Naomi Brennan

Photo : Anne de Guise

Face à ce qu'elle-même appelle la «question femmes», Naomi, membre d'une organisation socialiste républicaine irlandaise, développe donc la vision traditionnelle de la gauche et des mouvements de libération nationale en général.

Au moment où, en Irlande du Sud, certains groupes de femmes commençaient à soulever des questions féministes (à partir de 1970), les femmes en Ulster se trouvaient confrontées à une situation de guerre civile contre les troupes britanniques. Elles ont joué un rôle primordial dans la résistance : organisation dans les ghettos insurgés, grève des loyers et des impôts, etc. Pourtant, s'il y avait une radio libre dans le ghetto libéré de Derry, il n'y avait pas de garderie. Les revendications des femmes ne sont pas jugées prioritaires par le mouvement nationaliste. Certains

1/Roger Faligot, *La résistance irlandaise*, Maspéro.

2/L'internement sans procès a été aboli en 1976, mais les inculpés subissent des procès expéditifs, souvent sans jury.

3/Ils ne portent qu'une couverture, d'où leur nom de *blanket men*.

4/Cité dans l'ouvrage de Faligot déjà cité.

5/ Roger Faligot, ouvrage déjà cité.

6/Cité dans *Le temps des femmes*, mai-juin 1980.